



Rapport de l'atelier sur la paix
et les conflits en Afrique

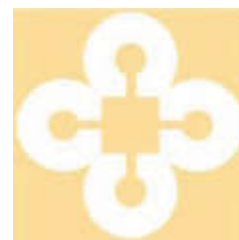
tenu à Maputo (Mozambique)
du 23 au 27 juin 2002



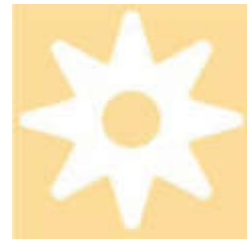
Rapport de l'atelier sur la paix et les conflits en Afrique

tenu à Maputo (Mozambique)
du 23 au 27 juin 2002

Table des matières



I.	Présentation de l'atelier	2
II.	Historique : la paix et les conflits en Afrique	6
III.	Les priorités	8
IV.	Stratégies pour la collaboration	10
	A. L'information	10
	B. La recherche	12
	C. L'établissement de liens entre militants pour la paix	14
	D. La participation de la société civile au niveau régional	16
	E. Les difficultés liées au renforcement des capacités institutionnelles	19
V.	Conclusion : Quelle vision pour l'avenir ?	21
	Liste des participants	22



I. Présentation de l'atelier

Du 23 au 27 juin 2002, dans le cadre de l'Initiative spéciale pour l'Afrique (ISA) de la Fondation Ford, un groupe d'experts en provenance de 24 pays, représentant cinq sous-régions d'Afrique, se sont réunis à l'occasion d'un atelier consacré à la paix et aux conflits en Afrique. Les participants, qui ont travaillé principalement en petits groupes, ont débattu du problème des conflits en Afrique et envisagé des solutions régionales novatrices propices à l'instauration de la paix. Cet atelier a prôné une nouvelle approche : la constitution de partenariats interafricains au service de la paix. La plupart des participants sont convenus qu'ils se voyaient offrir une occasion unique de dialoguer et d'échanger informations et données d'expérience avec leurs homologues de toutes les régions d'Afrique.

Les débats se sont articulés autour de trois objectifs :

- Identifier des secteurs et des stratégies prioritaires pour la collaboration;
- Echanger des idées au sujet des programmes les plus novateurs et des enseignements qui en ont été tirés;
- Déterminer et examiner les principales difficultés en termes de financement et d'organisation.

Outre les discussions en petits groupes, des séances plénières ont eu lieu, durant lesquelles se sont exprimés un représentant de la Banque africaine de développement, qui a déclaré que les objectifs de l'ISA étaient « d'utilité publique », des intervenants venus d'Afrique du Nord, qui ont évoqué les conflits au Sahara occidental et en Algérie, un représentant de l'Académie mondiale pour la paix, qui a présenté un rapport sur « L'Infrastructure de la paix en Afrique » et une guérisseuse du Mozambique, qui a décrit le rôle joué par la médecine traditionnelle dans le cadre de la promotion de la paix et de la réconciliation.

L'atelier a permis aux participants de porter un regard sur ce qui se pratique ailleurs qu'au sein des organisations auxquelles ils appartiennent, de prendre la mesure des principaux enjeux, problèmes et potentiels que doivent gérer ceux qui oeuvrent pour la paix à l'échelle régionale et du continent africain dans son ensemble. Les questions abordées ont été les suivantes : comment tirer un meilleur parti des pratiques optimales afin d'éviter de devoir « réinventer la poudre » ; comment constituer des réseaux et communiquer de façon plus efficace et à plus grande échelle ; comment recruter efficacement d'autres acteurs en dehors de la société civile ; comment donner aux femmes et aux jeunes les moyens de jouer un rôle central dans ce domaine ; comment assurer la sécurité des militants pour la paix ; comment renforcer et consolider les capacités des organisations oeuvrant dans ce domaine.



Les débats ont été animés, et chacun des participants a tiré un grand parti de l'expérience des autres. Parmi les principaux domaines d'action identifiés comme importants pour l'instauration d'une paix durable en Afrique, on peut citer la bonne gouvernance, l'exploitation des ressources, la réforme du secteur de la sécurité, les femmes et les jeunes, ou encore les arts et la culture. Les participants ont émis des recommandations pratiques à propos de chacun de ces domaines d'action et ont conclu qu'il fallait encore consentir des efforts à trois égards :

- 1) trouver des moyens d'échanger informations et connaissances au sujet des initiatives régionales en faveur de la paix;
- 2) mener des campagnes de sensibilisation et prendre des mesures conjointement;
- 3) déterminer des lieux où le dialogue, la réflexion et l'apprentissage des savoirs puissent se poursuivre sur une base continue.

Des recommandations plus spécifiques ont été faites. Il faut :

- Effectuer des recherches et mener des « audits » afin de mieux comprendre les approches qui fonctionnent aux niveaux local, national et régional dans toute l'Afrique, et réunir des connaissances à leur sujet. Il importe tout particulièrement de mieux comprendre et utiliser des solutions spécifiquement africaines, qui ont abouti à la réconciliation et au pardon à la suite d'un conflit. Les participants ont également insisté sur la nécessité d'effectuer des recherches et des analyses afin d'obtenir que les efforts ne portent plus avant tout sur le règlement des conflits, mais sur l'instauration et la promotion de la paix en Afrique.
- Mener en collaboration des campagnes de sensibilisation bien informées afin de rendre plus efficaces et plus démocratiques les initiatives menées par les organisations régionales et sous-régionales en faveur de la paix et de la sécurité.
- Mener des activités axées sur la communication et la constitution de réseaux, notamment créer un site interactif ; publier un bulletin ; concevoir des produits audiovisuels visant à faire progresser la sensibilisation, l'apprentissage et la constitution de capacités.
- Apporter une assistance technique aux organisations pertinentes afin qu'elles renforcent leur personnel, leurs systèmes de gestion, leur gouvernance et qu'elles améliorent leur transparence, et pratiquer des échanges d'expérience avec elles.
- Instaurer des tribunes qui offrent l'occasion de réfléchir, de dialoguer et d'apprendre, et qui puissent servir de tremplins à la planification stratégique et à l'établissement de liens de coopération, voire de lieux de refuge pour les militants en faveur de la paix dont la sécurité



est menacée. Certains participants ont envisagé la création d'une « Académie africaine pour la paix ».

- Mener des activités visant à faire en sorte que d'autres groupes moins officiels ou moins structurés puissent aussi se faire entendre, et que leur travail soit légitimé et facilité.
- Etablir des liens avec ceux qui oeuvrent dans le secteur culturel, notamment le théâtre et les arts plastiques, et avec les écrivains afin de trouver des réponses plus créatives et plus proches de la population pour résoudre les difficultés et exploiter les potentialités associées à la recherche de la paix en Afrique.

L'atelier s'est déroulé à un moment clé de l'histoire de l'Afrique. On dénombre aujourd'hui davantage de gouvernements démocratiques et civils en Afrique qu'à n'importe quelle période au cours du siècle écoulé. De plus en plus, les gouvernements et les organisations de la société civile coopèrent et appliquent des stratégies conjointes d'un pays à l'autre. Cette volonté nouvelle de régler les conflits et de réunir les conditions propices à la paix s'est récemment illustrée aux niveaux régional et national par trois initiatives majeures :

- L'Union africaine (UA), qui a remplacé l'Organisation de l'unité africaine (créée en 1963) s'est engagée à n'admettre en son sein aucun gouvernement parvenu au pouvoir par des voies non constitutionnelles.
- Les gouvernements africains ont créé le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), qui a pour objet de bâtir un partenariat mondial pour la promotion du développement démocratique en Afrique, et ont établi le Mécanisme d'évaluation intra-africaine, commission intergouvernementale qui vise à faire appliquer des normes communes en matière de gouvernance démocratique.
- Le Forum pour le développement de l'Afrique, qui a lieu chaque année depuis sa création en 1999, offre pour la première fois aux gouvernements, aux organisations de la société civile et au secteur privé la possibilité de formuler conjointement des stratégies dans des domaines aussi cruciaux que le VIH/sida, la dette, la pauvreté, les conflits, les droits de l'homme, la protection des réfugiés et les technologies de l'information.

Les institutions et les militants africains sont également d'avis qu'il est important que les solutions aux problèmes qui ont des répercussions sur plusieurs pays du continent soient conçues avant tout par des Africains. De plus en plus, les nouvelles technologies de l'information et de la communication se prêtent à une action collective, d'autant plus que les organisations de la société civile présentes dans plusieurs pays à la fois sont en nombre croissant.



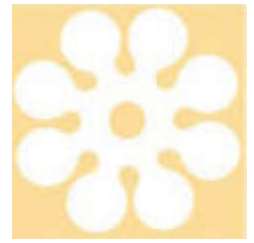
Toutefois, si l'on veut éviter de retomber dans les erreurs du passé et si l'on souhaite assurer le bon fonctionnement des initiatives qui unissent plusieurs pays, ces dernières doivent reposer sur des institutions efficaces, accessibles et transparentes, qui collaborent de manière plus fructueuse et disposent de ressources dont l'utilisation est contrôlée par des Africains. Il est également nécessaire d'accroître la participation des organisations de la société civile, du secteur privé et de groupes sociaux, tels que les femmes et les jeunes, qui sont souvent tenus à l'écart au stade de la prise de décisions.

L'ISA constitue une réponse adaptée à ces possibilités et à ces tendances nouvelles en Afrique. Son principal objectif est de contribuer à renforcer les institutions de premier plan de sorte qu'elles soient mieux à même de gérer efficacement et en collaboration ces trois enjeux essentiels pour l'avenir de l'Afrique que sont la paix et les conflits, l'intégration régionale, ou encore la citoyenneté et l'identité. A cette fin, l'ISA cherche à appuyer les efforts visant à apporter des réponses à trois questions d'ordre stratégique :

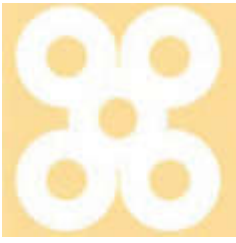
- Comment les institutions et les organisations africaines peuvent-elles collaborer plus efficacement, tirer parti de leur expérience mutuelle et s'apporter un soutien mutuel ?
- Comment les secteurs essentiels de la société, tels que le secteur privé et les groupes marginalisés, notamment les femmes et les jeunes, peuvent-ils être inclus au stade de la prise de décisions ?
- Comment un fonds viable et géré par l'Afrique peut-il être constitué à l'appui de cette entreprise ? Comment pourrait-il être organisé, géré et utilisé ?

L'objectif d'ensemble et les stratégies de l'ISA reposent sur plusieurs engagements :

- faire en sorte que les problèmes de l'Afrique soient réglés par les Africains et sous leur direction ;
- trouver de nouvelles méthodes de financement en Afrique ;
- respecter la parité des sexes et faire participer toutes les tranches d'âge ;
- assurer la transparence institutionnelle et le respect des normes les plus élevées en matière de gestion organisationnelle ;
- faire connaître au plus grand nombre les institutions africaines et les solutions exemplaires qu'elles ont apportées aux problèmes de l'Afrique.



«!La paix commence chez soi, mais ne doit pas se terminer là.!» En d'autres termes, nous devons d'abord apprendre à vivre en paix avec notre famille, notre communauté et notre pays, puis dire aux autres comment procéder.



II. Historique : la paix et les conflits en Afrique

Quels sont les obstacles à l'instauration de la paix en Afrique ? Les premiers conflits violents remontent à la période précoloniale, marquée par des conflits interethniques, des guerres de conquête et des expéditions qui avaient pour but de capturer des esclaves. La période coloniale a vu s'intensifier les guerres de conquête menées par l'Europe sur l'ensemble du continent, ainsi que les guerres nationales de libération, qui ont débuté dans les années 50 par la guerre d'Algérie et se sont poursuivies jusque dans les années 80 en Afrique australe. Il est à noter que ces guerres se sont souvent prolongées et sont devenues plus complexes en raison de l'implication des superpuissances de la guerre froide. A l'inverse, la période postcoloniale a été marquée par des guerres civiles — conflits de longue date au Soudan, en Angola, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Liberia, en Sierra Leone, en Algérie et en Ouganda — qui ont éclaté au sein d'un Etat et ont traversé les frontières pour englober les pays voisins.

A l'heure actuelle, plus de 20 pays d'Afrique sont embourbés dans des conflits violents, qui donnent lieu à des violations des droits de l'homme et à des souffrances atroces, et ont entraîné l'effondrement de l'économie des pays concernés. Les statistiques sont confondantes :

- Sept guerres ont fait chacune entre 500 000 et 1 million de victimes en Angola, au Soudan, en Ethiopie, au Mozambique, au Rwanda, en Somalie et en Ouganda.
- Dans la seule région des Grands Lacs, 5 millions de vies ont été sacrifiées au cours des 10 dernières années.
- Avec environ 10 % de la population mondiale, l'Afrique abrite près d'un quart des réfugiés de la planète (au second rang après le Moyen-Orient).
- Trente des 53 pays d'Afrique ont vu leur économie décliner de façon notable (en termes de produit national brut) en raison de conflits armés.
- Près de 25 % des enfants africains ont subi un préjudice en raison de la guerre (tués, rendus orphelins, mutilés, contraints à servir en tant qu'enfants-soldats, déplacés, ou victimes d'un traumatisme psychique grave).

Malheureusement, les efforts menés au plan local et régional pour analyser et gérer les conflits violents ne reçoivent pas l'appui nécessaire. Les institutions africaines en mesure de faire face efficacement et de façon démocratique aux problèmes soulevés par les conflits et par la recherche de la paix sont peu nombreuses, aussi le continent doit-il s'en remettre pour une large part aux organisations internationales



et aux puissances étrangères pour régler les conflits, avec tous les dangers et les imperfections que cela implique.

Certes, l'Afrique a su trouver des réponses efficaces. Les mécanismes intergouvernementaux tels que la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en Afrique orientale et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) sont riches de promesses à cet égard. Il existe en outre un grand nombre d'organisations non gouvernementales qui entreprennent des activités de sensibilisation à propos des conflits locaux, dont il est possible de tirer d'importants enseignements.

L'ISA vise à renforcer la capacité des institutions et des experts africains de faire face aux problèmes posés par les conflits et de saisir les possibilités d'instaurer la paix. L'atelier a permis à ces divers groupes et acteurs de mener en commun une réflexion quant aux stratégies les plus adaptées à ces fins.



Une guérisseuse traditionnelle mozambicaine a partagé son expérience de la médecine traditionnelle et de la conciliation avec le groupe. Suite à sa présentation, des petits groupes ont eu des discussions animées sur le rôle des guérisseurs traditionnels dans la paix et la sécurité. Beaucoup d'entre eux ont convenu que les pratiques traditionnelles sont très utiles dans le traitement des victimes de guerre, en particulier les traumatismes et l'aide aux victimes de viol. Les groupes ont cité des initiatives réussies dans le Nord de l'Ouganda, au Liberia et en Sierra Leone. Certains ont déploré la tendance à dépendre de « l'expertise importée » de l'Ouest, utilisant souvent des méthodes de traitement culturellement inappropriées. Ils ont également dit être intéressés à étudier le rôle que les autres mécanismes sociaux traditionnels pourraient jouer dans la paix et les conflits, comme le rôle des anciens dans l'évaluation de la paix et de la sécurité de l'UA et dans la réalisation de la diplomatie préventive. Les débats sur la médecine traditionnelle ont également mis en exergue les défis particuliers auxquels les organisations de l'élite et les activistes sont parfois confrontés dans la communication et l'établissement de relations verticales avec les population à la base.



III. Les priorités

Les participants, divisés en petits groupes, ont défini des priorités pour les divers acteurs qui oeuvrent pour la paix en Afrique. Un groupe a conçu le slogan suivant : « La paix commence chez soi, mais ne doit pas se terminer là. » En d'autres termes, nous devons d'abord apprendre à vivre en paix avec notre famille, notre communauté et notre pays, puis dire aux autres comment procéder. Il ont donc abordé la question au niveau local et au niveau régional. Les discussions se sont déroulées à bâtons rompus et certaines questions se sont recoupées d'un groupe à l'autre. Mais des tendances et des lignes de force très claires se sont dessinées. Les participants ont ainsi pu identifier les priorités suivantes :

Gouvernance

Les participants sont convenus qu'il était nécessaire de promouvoir la bonne gouvernance en Afrique. Il s'agit là d'une condition préalable à l'instauration d'une paix durable. Les débats se sont principalement axés sur la distinction entre « faire la paix » et « bâtir la démocratie ». Tout en appréciant que les deux sont inséparables, les participants ont conclu qu'il serait utile d'examiner plus avant ces deux questions et ce qu'elles signifient pour les Africains. Ils ont accueilli avec satisfaction l'émergence de nouvelles normes et valeurs centrées sur les notions de paix et de gouvernance en Afrique. Ils ont toutefois reconnu qu'il y avait souvent loin de l'identification de normes et de valeurs à leur application.

Synergie des structures traditionnelles et modernes

Les participants ont attiré l'attention sur le fait que la démocratisation est un processus nécessairement conflictuel en Afrique du fait que différents groupes réclament certains droits qui sont parfois incompatibles avec les normes et coutumes traditionnelles (par exemple les droits des femmes en matière de succession, le droit au divorce, le droit des minorités ethniques de posséder des terres, etc.), ce qui peut être une source d'aggravation de tensions préexistantes. Ils ont admis qu'il était nécessaire de réconcilier les normes traditionnelles et culturelles avec les droits et les responsabilités individuels de sorte qu'ils n'entrent pas en conflit.

Maîtrise des ressources

Les participants sont convenus à une large majorité que l'instauration d'une paix durable passe par le contrôle des ressources. A cet égard, chacun s'accorde à reconnaître que la guerre engendre des profits (pillage, commerce illicite d'armes, exploitation des ressources naturelles, etc.). Les participants ont reconnu que l'exploitation des ressources naturelles était au coeur de nombreux conflits survenus sur le continent africain, que ce soit en Angola, dans l'est du Congo ou dans la région du fleuve Mano. C'est ce qu'ils ont appelé « les données économiques de la paix ».



Réforme du secteur de la sécurité

Beaucoup ont suggéré que la réforme du secteur de la sécurité, tant au plan national qu'à l'échelle régionale, devrait être une priorité. Ils ont indiqué qu'à cet égard, la lutte contre le trafic d'armes légères était une pratique optimale, qui a besoin d'un appui renforcé.

Un rôle accru pour les groupes marginalisés

De l'avis général, les militants pour la paix devraient davantage s'efforcer de mobiliser les femmes et les jeunes et obtenir que les intérêts de ces deux groupes soient représentés dans le cadre des activités consacrées à la paix et aux conflits. Les participants ont débattu de plusieurs initiatives pertinentes couronnées de succès qu'ils ont trouvées remarquables, notamment des programmes de recherche et de formation à destination des femmes dans l'est du Congo, ou encore des programmes qui ciblent les jeunes à l'aide du théâtre et des arts plastiques. Toutefois, ils sont convenus que les programmes axés sur les jeunes et la parité des sexes ne devraient pas être conçus distinctement, mais inclus dans l'ensemble des programmes axés sur la paix et les conflits. Ils ont consacré une part importante de leurs discussions à la possibilité d'utiliser les arts plastiques et la culture en général en tant qu'outil de règlement des conflits et ont rappelé combien il était important d'appuyer les dispositifs de gestion des conflits reposant sur des bases culturelles.

Accords de paix

Enfin, les participants sont revenus à plusieurs reprises sur l'idée d'une Académie africaine pour la paix, qui réunirait l'ensemble des groupes de la société civile auxquels ils appartiennent et reposerait sur une sorte de charte inspirée des organisations de la société civile. Ils la verraient comme une organisation semblable à l'UA, mais enracinée localement — une organisation qui aurait l'autorité et la capacité nécessaires pour prôner la paix et le développement d'une voix forte. L'un des participants a déclaré que, si les militants africains se sentent démunis, ils ne ressentent cette impuissance que lorsqu'ils envisagent la situation d'un point de vue occidental. Il a ajouté que les Africains sont responsables de ce qui se passe en Afrique et qu'il leur appartient de mettre l'énergie qui abonde dans les structures régionales et sous-régionales (tels que le NEPAD naissant) au service de l'instauration d'une paix durable.

A la lumière des priorités définies ci-dessus, les participants ont suggéré un certain nombre de projets novateurs qui pourraient permettre de les traiter, parmi lesquels :

- Classer par ordre de priorité le travail sur les questions de la démocratisation et des normes et pratiques traditionnelles, dans l'objectif de promouvoir les droits des femmes.



- Examiner les rôles complémentaires de l'Etat et des structures traditionnelles en Afrique, ainsi que les conflits entre les lois civiles et les systèmes, lois et pratiques traditionnels et fondés sur le droit coutumier.
- Promouvoir la création d'un système judiciaire africain afin de contribuer à mettre en place un système démocratique qui exclue les chefs de guerre et les dictateurs.
- Renforcer les efforts régionaux fructueux tels que les travaux entrepris en collaboration en vue d'atténuer la prolifération des armes légères, en prenant soin d'identifier les pratiques optimales à l'échelle régionale et continentale et de recueillir des informations à leur sujet.
- Prendre en compte la parité des sexes et les jeunes dans l'ensemble des programmes axés sur la paix et les conflits.



IV. Stratégies pour la collaboration

Avec ces priorités en tête — bonne gouvernance, ressources économiques, réforme du secteur de la sécurité, culture, femmes et jeunes — les participants ont longuement débattu afin de concevoir des stratégies de collaboration. Leurs propositions recouvrent cinq catégories : l'information, la recherche, l'établissement de liens entre militants pour la paix, la participation de la société civile au niveau régional et les difficultés liées au renforcement des capacités institutionnelles.

A. L'information

Les participants ont regretté l'absence criante d'informations quant aux efforts menés en Afrique en faveur de la paix, aujourd'hui comme dans le passé. Plusieurs d'entre eux ont observé que personne ne rendait compte de façon continue des initiatives de consolidation de la paix en Afrique. En conséquence, les individus et les organismes qui oeuvrent pour le règlement des conflits n'ont qu'un accès limité à l'information en la matière. Souvent, les enseignements qui pourraient être tirés de l'expérience passée ou des initiatives menées en divers endroits du continent ne sont pas exploités. Les dispositifs couronnés de succès au sujet desquels on obtient des informations font figure d'exception. Les participants ont indiqué que le rapport établi par l'Académie mondiale pour la paix à leur intention était un premier pas positif dans cette direction, qui pourrait servir de point de départ pour de futures opérations de vérification (voir ci-après). Ce serait un bon moyen de conforter tous ceux qui font du bon travail dans ce domaine, et cela contribuerait à redonner aux Africains confiance en leur aptitude à bâtir la paix. Les

Il faut une approche panafricaine de l'information, notamment compte tenu de l'impact dévastateur du trafic d'armes légères et d'autres problèmes qui ne sont pas contenus à l'intérieur des frontières d'un même pays . . . d'aborder l'échange d'informations sous un autre angle, de façon à mieux exploiter les savoirs et l'expérience au niveau local et de les diffuser à l'échelle régionale.



participants se sont également attardés sur la nécessité d'améliorer et d'accroître la couverture médiatique des initiatives menées en faveur de la paix en Afrique.

Ils sont convenus que l'échange d'informations était important, tant localement qu'au niveau régional. Sur ce dernier plan, justement, les participants ont noté que, d'une manière générale, les Africains n'avaient pas accès à certaines données d'expérience africaines et que la circulation de l'information entre pays africains faisait défaut. Il en découle que les enfants apprennent souvent l'histoire de l'Europe avant celle de l'Afrique et que, en raison du manque de bibliothèques, il est pratiquement impossible de se procurer en Afrique les actes des conférences tenues en Afrique. Les participants ont prôné une approche panafricaine de l'information, notamment compte tenu de l'impact dévastateur du trafic d'armes légères et d'autres problèmes qui ne sont pas contenus à l'intérieur des frontières d'un même pays. Ils ont ainsi recommandé que des efforts soient faits pour puiser dans les savoirs et les technologies africains et les diffuser, grâce à la création d'archives de l'histoire et des connaissances africaines. Ils ont aussi imaginé d'aborder l'échange d'informations sous un autre angle, de façon à mieux exploiter les savoirs et l'expérience au niveau local et de les diffuser à l'échelle régionale.

Les membres de réseaux devraient demeurer sur le continent pour traiter les questions qui touchent à l'Afrique, plutôt que de se rendre constamment à l'étranger pour se rencontrer. Ils devraient également lever les obstacles linguistiques qui nuisent à l'établissement de réseaux parmi les Africains.

Les participants ont débattu de la difficulté de capturer la richesse des traditions orales locales. Ils ont évoqué des initiatives locales visant à y remédier et à faire progresser la cause de la paix, par exemple les échanges entre villages au moyen de télécentres et de radios locales pendant la guerre du Mozambique. Ils ont noté qu'un inventaire des initiatives en faveur de la paix permettrait aux militants de la paix de déterminer plus facilement si les approches locales de la consolidation de la paix peuvent être mises en pratique ailleurs et s'il est envisageable de les appliquer à l'échelle régionale.



En dernier lieu, le groupe a recommandé la formation d'un centre africain d'information sur la paix, qui pourrait faciliter l'établissement de cet inventaire et servir de centre d'échange d'informations. Ils ont exprimé l'espoir que, outre le recueil de documents quant aux initiatives novatrices en faveur de la paix, un tel centre puisse commencer à codifier les normes et les valeurs émergentes dans ce secteur et aussi diffuser des informations au sujet du NEPAD et d'autres institutions et instruments internationaux.

Recommandations pratiques :

- Examiner les succès enregistrés et les enseignements tirés en matière de règlement des conflits et dans le domaine de la promotion de la paix sur le continent africain afin d'établir un inventaire de l'expérience passée, des initiatives en cours et des ressources disponibles pour entamer des activités efficaces de promotion de la paix au plan régional.
- Débuter par des vérifications entreprises sur un plan général et les rendre largement accessibles sur le Web.
- Ensuite, réaliser des enquêtes thématiques plus spécifiques.
- Déterminer la couverture médiatique existante en Afrique et chercher des moyens de promouvoir et d'améliorer la couverture des questions pertinentes.
- Créer un centre d'information sur la paix sur l'Internet, qui serve de portail de communication et d'échange d'informations sur l'histoire et les savoirs de l'Afrique.
- Etablir un inventaire des initiatives en faveur de la paix, qui aiderait les militants de la paix à déterminer s'il serait possible, et dans quelles circonstances, d'appliquer ailleurs ou à plus grande échelle des solutions qui ont permis de régler des conflits localement.
- Organiser des séminaires d'échange d'informations à l'échelle locale et régionale.



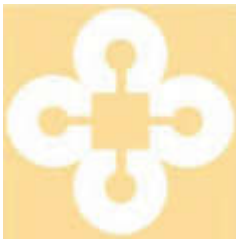
B. La recherche

Les participants à l'atelier ont accordé une grande attention à la question de la recherche. Ils ont insisté sur le fait que les recherches effectuées par les organisations non gouvernementales (ONG) devraient être davantage axées sur l'action et moins universitaires. L'un d'entre eux a prôné un changement radical de la manière dont les ONG recueillent et utilisent les informations, et a invité les autres à ne pas craindre de « s'aventurer hors des sentiers battus ». Il est nécessaire de valider l'importance des recherches effectuées (notamment en matière d'alerte précoce) par des réactions et des réponses promptes et efficaces de la part des organisations concernées. Les participants ont conclu qu'il leur fallait s'efforcer de lier la réflexion créative à l'action, à la recherche, aux connaissances existantes et à leur diffusion.

Ils ont observé que la production intellectuelle était dominée en Afrique par des experts et des consultants étrangers, ce qui constituait un problème majeur. A titre d'exemple, le Tribunal pénal international pour le Rwanda ne fait que rarement appel à des experts africains pour témoigner. Les

Il existe trop peu de bibliothèques africaines. Les donateurs devraient apporter leur appui aux institutions dépositaires des connaissances et de l'érudition africaines sur le continent. Mais ils se sont accordés à reconnaître que les universités africaines ont besoin d'aide pour surmonter ces difficultés et qu'il ne serait pas acceptable de marginaliser leur contribution dans le domaine de la paix et des conflits.

participants se sont engagés à faire en sorte qu'il n'en aille pas de même avec le Tribunal spécial et la Commission Vérité et réconciliation en Sierra Leone. Il a également été observé que le processus de reconstruction post-conflit en Somalie pâtissait du fait que les donateurs ne prenaient pas en compte le



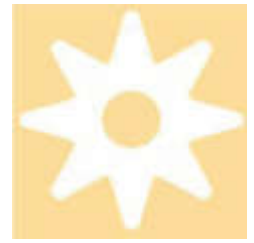
mode de vie somalien ; à l'inverse, le processus mis en oeuvre au Mozambique fonctionne mieux car les nationaux participent bien davantage à la consolidation de la paix.

Le problème de la domination étrangère est exacerbé par la tendance répandue parmi les donateurs d'octroyer des fonds aux universités étrangères plutôt qu'aux universités africaines. Certes, les universités africaines présentent des carences notables : elles n'ont que très peu d'expérience des activités liées à la paix et à la sécurité, qui relèvent traditionnellement des gouvernements et, dans une moindre mesure, des ONG. Il a aussi été observé qu'il existait très peu de bibliothèques africaines. Les participants ont enjoint aux donateurs d'apporter leur appui aux institutions dépositaires des connaissances et de l'érudition africaines sur le continent. Mais ils se sont accordés à reconnaître que les universités africaines avaient besoin d'aide pour surmonter ces difficultés et qu'il ne serait pas acceptable de marginaliser leur contribution dans le domaine de la paix et des conflits.

Les participants ont déploré la détérioration des capacités de recherche en Afrique. Ils l'ont attribué en partie à une tendance apparue récemment parmi les donateurs, qui consiste à financer l'emploi de consultants sur de courtes périodes, plutôt que la recherche de niveau universitaire. L'accent mis par les donateurs sur les chercheurs étrangers et les consultants engagés pour de courtes périodes, ainsi que leur tendance à changer fréquemment de priorités (en fonction de « la dernière mode », ont ajouté d'aucuns), ont pour effet de priver les praticiens dépendants des fonds octroyés par les donateurs du temps nécessaire pour mener des recherches et une réflexion à long terme sur les questions liées à la paix et aux conflits.

Recommandations pratiques

- Renforcer le rôle des universités ainsi que la capacité des Africains de réaliser des recherches de façon efficace, et surmonter les obstacles auxquels les universités africaines doivent traditionnellement faire face.
- Accroître le nombre des bibliothèques et des autres institutions dépositaires des savoirs africains sur le continent.
- Faire des recherches et recueillir de la documentation au sujet des stratégies traditionnelles de règlement des conflits, qui serviront de base pour la réforme des interventions en cours ou l'élaboration de nouvelles formes d'intervention.
- Organiser des « séminaires de réflexion axés sur l'action » afin de permettre aux praticiens de réfléchir à l'expérience passée et de procéder à une planification et à l'établissement de partenariats avant de se lancer dans des programmes ambitieux et novateurs.



Au cours de l'atelier, les participants ont trouvé très utile le partage de leurs expériences. Par exemple, les participants des autres pays étaient très intéressés par le système de justice gacaca du Rwanda et ont exprimé le souhait de mieux connaître ce système dans l'idée d'adapter ces mécanismes de règlement traditionnel des conflits pour aider à faire face aux questions de justice transitoire ailleurs. Ils ont également estimé qu'il serait très utile pour les activistes du Burundi et de la région du Fleuve Mano d'échanger des expériences concernant leurs efforts de consolidation de la paix. Une participante du Congo a dit souhaiter tirer les leçons d'une initiative réussie qui s'est servie du théâtre pour sensibiliser les jeunes au Burkina Faso, dans la mesure où elle a eu des problèmes à collecter des fonds pour un projet similaire. Les femmes activistes des Grands Lacs et de l'Afrique de l'Ouest ont partagé leurs expériences sur la manière dont leur travail avait contribué aux processus de paix au niveau local.



C. L'établissement de liens entre militants pour la paix

Les participants sont convenus que les approches fondées sur la collaboration et les échanges étaient le mieux à même de déboucher sur un règlement des conflits. Pour lutter contre le trafic d'armes légères ou empêcher les dictateurs ou les criminels de guerre de trouver refuge dans d'autres pays, le mieux est d'agir à l'échelle régionale. De même, ceux qui agissent au plan local et au plan régional doivent être en contact les uns avec les autres, et il faut tirer parti des succès enregistrés par tel projet ou telle organisation pour accroître l'efficacité des efforts entrepris par ailleurs.

Les divers groupes de discussion ont indiqué que plusieurs éléments fondamentaux étaient nécessaires pour que les efforts menés au plan régional dans le but de promouvoir la paix et la sécurité soient couronnés de succès. En premier lieu, chaque groupe de militants doit être informé de ce que font les autres. Pour favoriser la coopération régionale, les échanges d'informations, le recours aux technologies de l'information, à des ressources humaines et techniques, ainsi que la participation des jeunes et des femmes sont essentiels.

L'un des participants a précisé que, outre les liens « parallèles », il fallait créer des liens « transversaux » entre organisations qui ont des ramifications dans d'autres secteurs, à différents niveaux. En ce qui concerne les armes légères, par exemple, l'un des participants a suggéré que les syndicats d'employés de l'aviation civile pourraient constituer des partenaires importants. Pourtant, jusqu'à présent, on a négligé de s'assurer leur concours. L'importance évidente du partage des tâches entre les ONG, les organisations locales, les médias, les gouvernements, les organisations régionales et sous-régionales a été soulignée, tout comme la nécessité d'améliorer la communication et la collaboration tant horizontales que verticales.

Les participants sont également convenus que les réseaux virtuels pourraient être plus utiles, dans certaines circonstances, pour l'échange d'informations et présentaient souvent l'avantage supplémentaire de ne pas entrer en concurrence avec les organisations membres sur le plan des ressources. Cependant, si les réseaux électroniques sont précieux, il importe de disposer de ressources pour les réunions. D'une manière générale, les meilleurs réseaux répondent à des fins spécifiques. La constitution de tels réseaux conviendrait bien pour traiter les questions liées aux réfugiés, au NEPAD, aux armes légères et à l'éducation.

Pour qu'elle soit fructueuse, la collaboration entre militants doit reposer sur « des réseaux qui fonctionnent ». Lors de la création ou du développement de tels réseaux, les facteurs suivants doivent être pris en compte :



- assurer la participation de tous les groupes concernés, au plan local comme à l'échelle régionale ;
- éviter les démarches individualistes ;
- mieux utiliser l'informatique ;
- faire participer les Africains de l'extérieur ;
- examiner les ressources disponibles au sein du réseau ;
- trouver des moyens efficaces pour faire partager les connaissances existantes ;
- allouer des ressources suffisantes pour assurer un fonctionnement efficace.

Enfin, les participants ont enjoint aux membres de réseaux de demeurer sur le continent pour traiter les questions qui touchent à l'Afrique, plutôt que de se rendre constamment à l'étranger pour se rencontrer. Ils ont également exprimé le désir de lever les obstacles linguistiques qui nuisent à l'établissement de réseaux parmi les Africains. Il est important de produire davantage de documents en français et peut-être aussi en portugais, et de s'efforcer d'en rédiger davantage en langues africaines.

Recommandations pratiques

- Déterminer les forces et les faiblesses des réseaux existants et passés et réunir une documentation à ce sujet.
- Concevoir et financer de nouveaux réseaux qui s'articulent autour de missions spécifiques concernant par exemple les réfugiés, le NEPAD, les armes légères et l'éducation.
- Accroître l'utilisation de réseaux virtuels qui n'entrent pas en concurrence avec les organisations membres sur le plan des ressources.

Une difficulté particulière consiste à impliquer les simples citoyens dans des processus gérés au niveau des Etats comme le Nepad et dans d'autres initiatives régionales qui pourraient contribuer à consolider la paix en Afrique.



D. La participation de la société civile au niveau régional

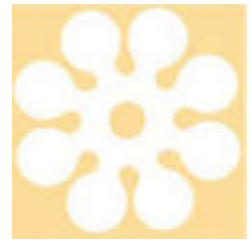
Les participants se sont accordés à reconnaître la nécessité d'améliorer la participation de la société civile au niveau régional pour que la paix puisse s'instaurer durablement sur le continent. Ils ont ajouté qu'une difficulté particulière consistait à impliquer les simples citoyens dans des processus gérés au niveau des Etats et dans d'autres initiatives régionales qui pourraient contribuer à consolider la paix en Afrique. A cet égard, certains ont proposé d'organiser préalablement à certains sommets des conférences de la société civile qui seraient consacrées aux initiatives en faveur de la paix et de la sécurité émanant d'organisations sous-régionales et régionales, dont la CEDEAO, l'IGAD, la SADC et l'UA. Il a également été noté que, dans le passé, les membres de la société civile avaient parfois mieux réussi que les gouvernements à réunir des acteurs essentiels pour régler des conflits, en Afrique du Sud, au Liberia, au Nigéria et ailleurs.

Les participants ont insisté sur la nécessité d'inclure les différents secteurs de la société dans les efforts menés en faveur de la paix, notant que le potentiel des femmes, des jeunes, des artistes, des dirigeants traditionnels, des syndicats, des entrepreneurs africains et des Africains de l'extérieur n'était pas toujours exploité à plein. Pour ce qui est de la communauté d'affaires africaines, ils ont envisagé diverses manières pour les entreprises de faciliter la diffusion de connaissances et d'informations au sujet de la paix et des conflits, ce qui est d'ailleurs dans leur intérêt.

Une grande part de la discussion a été centrée sur le renforcement du rôle des femmes dans le cadre des activités de consolidation de la paix. Afin de tirer tout le parti possible du rôle que peuvent jouer les femmes en tant que vecteurs de changement, les participants ont souligné que les groupes qui militent pour la paix pourraient s'inspirer utilement des efforts menés par les femmes sur ce terrain. Ils doivent en outre promouvoir une évolution des relations entre les femmes et le pouvoir.

De même, les participants ont estimé que le mouvement africain pour la paix n'avait pas pleinement exploité le potentiel des jeunes en tant qu'alliés de son combat. A titre d'exemple, un participant a évoqué le rôle joué par les jeunes militants qui ont obtenu qu'une enquête soit ouverte au sujet de l'assassinat d'Albert Zongo. Le groupe a également signalé le danger qui consiste à ne pas s'assurer le concours des jeunes : il est prouvé que les adolescents et les jeunes qui n'ont pas accès à l'éducation ni à des moyens de subsistance sont plus susceptibles d'être recrutés comme combattants, ce qui perpétue le cycle des conflits.

Une attention particulière a été accordée à l'appui optimal qu'il est possible d'apporter aux organisations locales. Une enquête réalisée en Afrique du Sud a établi que quelque 55 000 organisations de ce type ne recevaient aucun financement. D'autres se sont transformées en ONG pour être en mesure de collecter



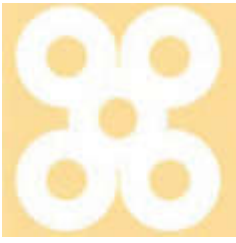
des fonds et de faire partie de l'élite. Les participants sont convenus qu'il était important d'appuyer ces institutions et de garder le contact avec elles sans pour autant qu'elles se déconnectent de leur base. Une façon de procéder est le microfinancement en fonction des besoins. Toutefois, les besoins des ONG locales ne sont pas seulement financiers ; elles doivent aussi apprendre à travailler plus efficacement. Il est tout aussi indispensable que les ONG de plus grande taille soient à l'écoute des initiatives locales plus modestes et tirent des enseignements de leur expérience.

Les participants ont souligné la nécessité d'atténuer l'incidence parfois négative des tensions entre l'Etat et la société civile. Ils sont catégoriques : les organisations de la société civile (notamment les syndicats) ont le droit d'exprimer leurs opinions et doivent être en mesure de collaborer plus efficacement avec les gouvernements car elles oeuvrent bien souvent dans les mêmes domaines, comme par exemple les services sociaux.

Il est nécessaire d'inclure les différents secteurs de la société dans les efforts menés en faveur de la paix – et de réaliser le potentiel des femmes, des jeunes, des artistes, des dirigeants traditionnels, des syndicats, des entrepreneurs africains et des Africains de l'extérieur n'était pas toujours exploité à plein.

Recommandations pratiques :

- Renforcer la capacité de la société civile de jouer un rôle dans le cadre des initiatives régionales dans le domaine de la paix et de la sécurité, par exemple en finançant des conférences réunissant des partenaires de la société civile préalablement à la tenue de sommets.
- Examiner de quelle manière il serait possible de puiser dans le potentiel des femmes et des jeunes afin qu'ils contribuent à mettre en oeuvre le changement.



- Concevoir des canaux de communication entre organisations de toutes tailles, ainsi que des modes de financement adaptés aux activités menées dans le domaine de la paix et de la sécurité. Il est essentiel que les ONG de plus grande taille soient à l'écoute des initiatives locales plus modestes et travaillent main dans la main avec elles.
- Déterminer quels liens il est possible de tisser entre les structures traditionnelles et culturelles qui proposent des services de règlement des conflits.



E. Les difficultés liées au renforcement des capacités institutionnelles

Un certain nombre de questions fondamentales ont été abordées dans cette partie du débat, axé sur les moyens à mettre en œuvre pour renforcer la capacité des organisations à agir dans le domaine de la paix. Nombre d'intervenants ont évoqué la nécessité de s'engager à long terme au côté de ces organisations. Ils ont également enjoint aux donateurs d'appuyer le renforcement de capacités ainsi que les initiatives plus discrètes, et ont assorti cette demande de la mise en garde suivante : il est nécessaire que la transparence règne tant du côté des donateurs que de celui des bénéficiaires.

Les participants se sont attardés sur les difficultés liées à la collecte de fonds, composante essentielle de l'appui aux ONG et aux organisations de la société civile qui oeuvrent dans ce domaine crucial. L'un des participants a évoqué une statistique qui n'incite guère à l'optimisme : 75 % des ONG qui existaient avant 1992 ont disparu depuis. D'autres ont observé qu'il était particulièrement difficile d'assurer le financement des associations locales et ils ont mis en garde contre le danger de faire intervenir les Etats dans l'acheminement des fonds à ces associations car cela peut poser des difficultés spécifiques aux organisations de défense des droits de l'homme et peut également être une source de tension et de concurrence entre les Etats et les organisations de la société civile.

Les participants ont également indiqué que la constitution de « coalitions » était un outil sous-utilisé pour canaliser des fonds vers des groupes de petite taille. L'un d'entre eux a suggéré de donner aux Africains davantage de responsabilités au titre de la canalisation des fonds destinés à leurs projets

En appuyant le renforcement de capacités, il est nécessaire que la transparence règne tant du côté des donateurs que de celui des bénéficiaires.

communs. Un autre a suggéré de suivre l'exemple du NEPAD, qui permet aux donateurs d'accorder des sommes d'argent plus importantes à une institution donnée et de surveiller l'usage qu'elle en fait, ce qui simplifie la procédure d'octroi de subventions. Une autre difficulté identifiée est le risque que les intermédiaires profitent des organisations vers lesquelles ils sont censés canaliser des fonds. Un participant a cité l'exemple de ces intermédiaires qui redistribuent des subventions à des groupes locaux



en Afrique centrale et leur facturent des frais administratifs atteignant parfois jusqu'à 48 % du montant de la subvention. En dernière analyse, une transparence plus grande doit régner entre donateurs, intermédiaires et bénéficiaires désignés.

Les participants ont enjoint aux donateurs d'utiliser une approche régionale du financement des activités menées en faveur de la paix. L'un d'entre eux a noté que d'autres pays du continent s'inquiétaient de ce que les organisations basées en Afrique du Sud disposent de ressources supérieures. Il a également été noté que la plupart des fonds octroyés en Afrique du Sud allaient en grande partie à des institutions dirigées par des Blancs. C'est pourquoi les participants ont invité instamment les donateurs à accorder une attention plus grande à la diversité afin de faire en sorte que leurs subventions soient plus représentatives de l'ensemble des organisations existantes.

Ils ont reconnu qu'ils pouvaient peut-être mobiliser de façon plus efficace les Africains de l'extérieur et qu'ils devaient exploiter pleinement toutes les sources de financement africaines potentielles. La possibilité pour certains projets d'être autofinancés a été abordée.

En outre, les participants se sont demandés comment obtenir que des moyens de financement soient disponibles de façon plus viable pour les activités en faveur de la paix. Ils ont noté qu'il était nécessaire de simplifier la procédure de demande de fonds, de communiquer aux groupes locaux davantage d'informations quant aux conditions requises, et de leur expliquer comment formuler des demandes par écrit. Ils ont invité les donateurs à octroyer davantage de subventions pluriannuelles et à donner aux organisations de quoi financer leurs activités de base plutôt que des projets à court terme. En outre, ils ont envisagé la possibilité de regrouper les ressources et de coordonner certaines activités de façon à réunir des ONG et d'autres organismes. L'un des groupes de discussion s'est penché sur l'éventualité d'octroyer des ressources aux ONG sur une base régulière : il faudrait pour ce faire envisager cette question dans une perspective sous-régionale. Il a été souligné que le fait d'accorder aux organisations des subventions sur une base régulière favorise leur viabilité et les aide à attirer le personnel le plus qualifié.

Cependant, les participants ont reconnu que les ressources financières ne suffisaient pas et que des ressources techniques et humaines étaient tout aussi essentielles. L'un d'entre eux a invité les autres à réfléchir aux moyens de tirer davantage parti des réseaux existants en échangeant des informations, en réalisant des projets communs et en mettant davantage l'accent sur l'efficacité au sein des organisations. Un autre a souligné combien il était important que les ONG rendent des comptes aux communautés dans lesquelles elles sont basées.



Une mise en garde a été lancée : il ne faut pas lancer de nouvelles initiatives de grande portée sans y avoir réfléchi comme il convient. Il n'est pas nécessaire de « réinventer la poudre » et, lors de la conception de nouveaux programmes, il est important de prendre en compte les forces et les faiblesses d'initiatives précédentes menées sur le continent. Il a aussi été noté que les projets novateurs présentaient peut-être des risques, mais qu'ils étaient souvent peu coûteux. Enfin, la question de l'évaluation a été soulevée et les participants ont conclu qu'il serait utile que les ONG systématisent les critères sur la base desquels elles évaluent leurs résultats.

Recommandations pratiques :

Donateurs :

- Octroyer davantage de subventions pluriannuelles, financer les activités de base plutôt que les projets à court terme, et envisager à l'avenir d'accorder aux ONG africaines des subventions sur une base régulière.
- Appliquer une approche régionale pour l'octroi de subventions, qui garantisse la diversité et l'équilibre.

ONG :

- Mettre en place des centres d'excellence, où les principaux acteurs puissent prendre le temps de réfléchir et d'entreprendre des recherches, sur le modèle des « séminaires de réflexion axés sur l'action ».
- Systématiser les outils d'évaluation et de mesure des résultats obtenus.



V. Conclusion : Quelle vision pour l'avenir ?

Tout au long de l'atelier, les participants ont envisagé de nouvelles manières pour les militants africains de la paix, l'ISA et d'autres donateurs d'améliorer leur collaboration sur l'ensemble du continent afin d'atteindre leur objectif commun, à savoir renforcer les capacités des acteurs africains et d'obtenir à terme qu'une paix durable s'instaure en Afrique. Nombre de leurs recommandations se divisent en quatre catégories :

- Recueil et diffusion d'informations sur les **exemples d'initiatives fructueuses en faveur de la paix** au plan local, national et régional, sur l'ensemble du continent.
- Amélioration de l'efficacité de l'application des **traités régionaux** existants sur la paix et la sécurité.
- Amélioration de la participation **des femmes, des jeunes et des structures locales traditionnelles** dans le cadre des négociations sur la paix et de l'application des accords conclus.
- Création de **liens** physiques et virtuels afin de permettre aux organisations oeuvrant dans ce domaine de tirer parti de leur expérience mutuelle, de faire connaître les succès qu'elles enregistrent et d'accéder aux ressources dont elles ont besoin pour renforcer leur capacité d'action.

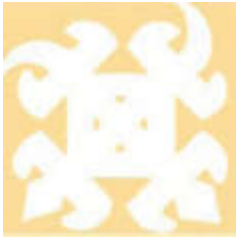
Les Africains sont responsables de ce qui se passe en Afrique et qu'il leur appartient de mettre l'énergie qui abonde dans les structures régionales et sous-régionales (tels que le NEPAD naissant) au service de l'instauration d'une paix durable.



Les participants ont décidé de rester en contact les uns avec les autres, de s'efforcer de travailler en collaboration plus étroite et d'organiser une autre réunion de militants africains pour la paix au bout d'un an, afin de fixer de nouvelles priorités et de débattre des progrès réalisés et du suivi de leur action. D'ici là, ils espéraient que :

- Une Académie africaine pour la paix serait en voie de création ;
- Un site Web aurait été créé, qui leur permettrait de communiquer et d'échanger des informations ;
- Ils auraient contribué à réduire l'écart entre la théorie et la pratique en matière de gouvernance propice à la consolidation de la paix ;
- Ils auraient tiré parti du potentiel que recèle la tendance croissante vers l'intégration régionale en Afrique, notamment par l'entremise de l'UA et du NEPAD.

En résumé, ils ont résolu d'exploiter la puissance des organisations africaines pour que s'instaure une paix durable en Afrique.



List of Participants

- M. Tajudeen Abdul-Raheem**, Mouvement panafricain (Ouganda)
M. Napoleon Abdulai, Programme de coordination et d'assistance pour la sécurité et le développement (Mali)
M. Adekeye Adebajo, Académie mondiale pour la paix (Etats-Unis)
Mme Bertha Amisi, Initiative pour la paix de Nairobi (Kenya)
Mme Akwe Amosu, All Africa Global Media (Etats-Unis)
Mme Immaculée Birhaheka, Promotion et appui aux initiatives féminines (République démocratique du Congo)
M. Boia Efraime Junior, Rebuilding Hope (Mozambique)
M. Breyten Breytenbach, Institut Gorée (Sénégal)
M. Nqaba Bucwa, Center for Conflict Resolution (Afrique du Sud)
M. Horace Campbell, Université de Syracuse (Etats-Unis)
M. Alex De Waal, Justice Africa (Royaume-Uni)
M. Ibrahim El-Nur, Université américaine du Caire (Egypte)
M. Kayode Fayemi, Center for Democracy and Development (Royaume-Uni)
Mme Slu Hlongwa, SaferAfrica (Afrique du Sud)
Mme Amie Joof-Cole, African Women's Media (Afrique du Sud)
M. Eboe Hutchful, Africa Security Dialogue and Research (ASDR) (Ghana)
M. Aboubakr Jamaï, *Le Journal Hebdomadaire* (Maroc)
Mme Monica Juma, Institute for Governance and Human Rights (Kenya)
Mme Francine Kabore, Fédération panafricaine des associations et des clubs (Burkina Faso)
Mme Alice Urusaro Karekezi, Center for Conflict Management (Rwanda)
M. Kwame Karikari, Fondation pour les médias de l'Afrique de l'Ouest (Ghana)
Mme Muna Khugali, Sudan Women's Convention (Royaume-Uni)
Mme Comfort Lamptey, HCR (Sierra Leone)
M. Chris Landsberg, Centre for Policy Studies (Afrique du Sud)
Mme Sarah Meek, Institute for Security Studies (ISS) (Afrique du Sud)
M. Kwezi Mngqibisa, African Center for the Constructive Resolution of Disputes (Afrique du Sud)
Mme Betty Murungi, Urgent-Action Fund-Africa (Kenya)
M. Xavier Ndona, Initiatives Jeunes (République démocratique du Congo)
M. Sadikh Niass, WARIPNET (Sénégal)
Mme Jessica Nkuuhe, International Women's Resource Centre (Isis-WICCE) (Ouganda)
Mme Funmi Olonisakin, Center for Democracy and Development (Etats-Unis)
M. Cheick Oumar Diarra, CEDEAO (Nigéria)



- M. Azedine Rakkah** (alias Luis Martinez), Center for Study of International Relations (CERI) (France)
Mme Stella Sabitti, Center for Conflict Resolution (CECORE) (Ouganda)
Mme Sabine Sabimbona, Collectif des associations et ONG féminines du Burundi
Mme Maria Timane, Guérisseuse (Mozambique)
M. Akwasi Aidoo, Directeur de l'Initiative spéciale pour l'Afrique (Fondation Ford)
M. Russell Ally, Fondation Charles Stewart Mott (Afrique du Sud)
Mme Ngozi Amu, Fondation Ford
Mme Megan Burke, Fondation Ford
M. Steve Lawry, Fondation Ford
Mme Lucy Muyoyeta, Open Society Initiative for Southern Africa
M. Gabriel Negatu, Banque africaine de développement
M. Gerry Salole, Fondation Ford (Afrique du Sud)

Une fondation pour des solutions Africaines

TrustAfrica est une nouvelle fondation africaine qui s'efforce de relever certains des défis les plus cruciaux du continent : la violence, la discrimination et l'isolement économique. Nous rassemblons de grands visionnaires — universitaires, activistes, entrepreneurs, artistes, décideurs et autres dirigeants de la société civile — pour établir des priorités, créer des partenariats et mobiliser des ressources pour un avenir sûr, libre et prospère.

Notre travail est axé sur trois objectifs principaux :

- Mettre fin aux conflits et garantir la paix ;
- Promouvoir des politiques globales sur la citoyenneté et l'identité; et
- Encourager la commerce et les investissements.



TrustAfrica

320 East 43rd Street
New York, NY 10017
Tél.: 212-573-4952
Fax: 212-351-3675
info@trustafrica.org
www.trustafrica.org

